

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à: la Convention

Objet: Texte transmis par M. Nazaré Pereira, membre suppléant de la Convention:
- "Résolution n° 115 de l'Assemblée de l'UEO sur la politique de sécurité
d'une Europe élargie"

Le Secrétaire général de la Convention a reçu de M. Nazaré Pereira, membre suppléant de la Convention, la résolution figurant en annexe, que M. Nazaré Pereira souhaite porter à l'attention de la Convention. Il s'agit de la Résolution n° 115 de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur la politique de sécurité d'une Europe élargie. '



**Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale
Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense**

QUARANTE-NEUVIEME SESSION

RESOLUTION n° 115

**sur la politique de sécurité d'une Europe élargie –
contribution à la Convention**

**Adoptée à l'unanimité par l'Assemblée
le 3 juin 2003 à Strasbourg**

RÉSOLUTION N° 115

sur la politique de sécurité d'une Europe élargie – contribution à la Convention

L'Assemblée,

- (i) Consciente du défi devant lequel se trouve la Convention sur l'avenir de l'Europe, qui doit définir les engagements auxquels les Etats membres de l'UE sont disposés à souscrire en ce qui concerne une politique de sécurité et de défense commune ;
- (ii) Souhaitant donc vivement que la Convention propose des solutions appropriées en vue de progresser dans le domaine sensible de la politique de sécurité et de défense commune dans un esprit de conciliation, de souplesse et d'ouverture ;
- (iii) Considérant que le projet d'articles du Traité constitutionnel de l'Union européenne qui est proposé et le débat en cours sur la politique de sécurité et de défense commune affectent des domaines clés couverts par le Traité de Bruxelles modifié, dont la fonction parlementaire est exercée par l'Assemblée ;
- (iv) Souhaitant que certaines propositions, notamment dans les domaines des coopérations renforcées, de la défense collective et de la participation collective des parlements nationaux à la politique étrangère et de sécurité commune et à la politique de sécurité et de défense commune, soient complétées et précisées,
- (v) Déplorant que la proposition du Praesidium de la Convention limite la participation collective des parlements nationaux en matière de politique étrangère et de sécurité commune et de politique de sécurité et de défense commune à un organe tel que la COSAC dépourvu de pouvoirs contraignants, cette proposition constituant un important retour en arrière qui est inapproprié et inacceptable,

PROPOSE à la Convention sur l'avenir de l'Europe et aux gouvernements des Etats participant à la Conférence intergouvernementale qui suivra de prendre en compte les considérations suivantes :

I. Les propositions relatives à la défense commune dans l'UE et à la défense mutuelle entre un groupe d'Etats membres

Une politique de défense commune renforcée, comprenant une clause de défense mutuelle, doit être fondée sur les pratiques, les expériences et les institutions européennes et être ouverte à tous les Etats membres disposés à s'acquitter des obligations qu'elle comporte.

1. La proposition visant à instaurer par une simple déclaration une « coopération plus étroite en matière de défense mutuelle » entre un groupe d'Etats membres n'est pas suffisamment claire pour justifier qu'une telle procédure puisse rendre obsolète le Traité de Bruxelles modifié ;
2. Si les dispositions proposées visent à se substituer entièrement au Traité de Bruxelles modifié, elles doivent faire l'objet d'un Protocole annexé au Traité constitutionnel, qui doit être dûment ratifié ;
3. Le contenu de la clause de défense mutuelle proposée ne doit pas être plus faible que l'engagement déjà souscrit à l'article V du Traité de Bruxelles modifié ;
4. L'expression « agression armée » doit être définie par rapport à celle d'« attaque terroriste » qui figure à l'article contenant une clause de solidarité ;
5. La portée géographique de la clause de défense mutuelle ne doit pas être plus restreinte que celle couverte par l'expression « en Europe » utilisée à l'article V du Traité de Bruxelles modifié ;
6. Il convient de préciser s'il s'agit d'une clause qui repose sur des engagements et des capacités européennes autonomes ou si celle-ci est liée aux responsabilités militaires de l'OTAN, comme il est prévu à l'article IV du Traité de Bruxelles modifié ;

7. Le protocole devrait déterminer les modalités de participation à une coopération plus étroite à la défense mutuelle et les obligations qu'elle impose. Il faut notamment préciser si les pays participants doivent ou non être membres de l'OTAN et quelles sortes d'engagements militaires découlent de cette participation ;
8. Il faut prévoir un mécanisme décisionnel dans le cadre de cette coopération plus étroite, sous forme d'un Conseil restreint, dont la composition, le fonctionnement et la présidence doivent être précisés ;
9. Pour parer à l'éventualité où un Etat participant ferait l'objet d'une agression armée et se trouverait dans l'impossibilité de demander aide et assistance aux autres, il convient d'envisager une disposition selon laquelle, à la demande d'un des Etats membres participants ou du Ministre des affaires étrangères, le Conseil restreint est convoqué immédiatement pour déterminer si un Etat fait l'objet d'une agression armée et si la situation requiert la mise en oeuvre des mesures prévues à l'article 30, paragraphe 7 de la Partie I ;
10. Il faut prévoir une disposition (inspirée de l'article VIII, alinéa 3, du Traité de Bruxelles modifié) précisant qu'à la demande d'un des Etats membres participants ou du Ministre des affaires étrangères, le Conseil restreint est convoqué immédiatement en vue de leur permettre de se concerter sur toute situation pouvant constituer une menace contre la paix, en quelque endroit qu'elle se produise ;
11. Le protocole devrait préciser que le Conseil de sécurité des Nations unies est immédiatement informé de toutes les mesures prises en application des dispositions de l'article 30, paragraphe 7, de la Partie I et que ces mesures prennent fin dès que le Conseil de sécurité arrête les dispositions nécessaires pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales ;
12. En l'absence de toute explication sur la différence entre la « défense commune » évoquée au paragraphe 2 de l'article 30 et la « défense mutuelle » dont il est question au paragraphe 7 du même article, il n'est pas justifié de rendre caduc le paragraphe 7 dès que le Conseil européen en aura ainsi décidé en vertu du paragraphe 2 ;
13. Dans le chapitre relatif aux relations avec les organisations internationales, l'OTAN devrait figurer parmi les organisations avec lesquelles l'Union européenne a l'intention d'établir « toute coopération utile » ;
14. S'il s'avère impossible de se mettre d'accord sur les sujets évoqués dans les paragraphes I.1 à 13 qui précèdent, il est préférable de continuer d'assurer l'engagement européen de défense mutuelle dans le cadre du Traité de Bruxelles modifié (l'idéal étant de l'annexer sous forme de protocole optionnel au Traité constitutionnel).

II. Les missions extérieures de l'Union européenne entreprises par l'Union ou par un groupe d'Etats membres

15. Dans les dispositions prévues pour les missions en dehors de l'Union européenne, il convient de préciser que l'Union est prête à mettre ses capacités militaires à la disposition des Nations unies pour la mise en oeuvre de mesures coercitives en cas de menace contre la paix, conformément au chapitre VII de la Charte des Nations unies ;
16. Pour satisfaire au principe d'inclusivité en ce qui concerne la participation aux missions de l'Union européenne visées dans les articles concernés du projet de Traité constitutionnel, celles-ci doivent être ouvertes aux pays européens de l'OTAN non membres de l'UE et à d'autres pays européens intéressés selon des modalités devant être fixées par le Conseil en conformité avec les accords correspondants de l'UE avec l'OTAN. Le même principe devrait être appliqué quand il s'agit d'une mission dont la réalisation a été confiée à un groupe d'Etats membres ;
17. On peut soutenir le principe général consistant à donner la possibilité à un groupe d'Etats membres d'établir entre eux une « coopération structurée » – telle que proposée à l'article 30, paragraphe 6 de la Partie I et à l'article 20 de la Partie II, Titre B, du projet – à condition que son objet soit clairement défini ;
18. La condition à remplir par les Etats membres souhaitant y participer devrait être la volonté de s'engager activement dans toute la gamme d'activités prévues par les cinq premiers paragraphes de l'article 30 de la Partie I du projet ;
19. Il convient de préciser le processus décisionnel dans le cadre de cette coopération en déterminant le fonctionnement, la composition et la présidence du « Conseil restreint de la coopération structurée » introduit par l'article 20 de la Partie II, Titre B, du projet.

III. La dimension parlementaire

20. L'inscription de la participation collective des parlements nationaux dans le Traité constitutionnel est indispensable si l'on veut réaliser les ambitions de rendre la politique de sécurité et de défense de l'Union européenne plus démocratique, plus transparente et plus proche des citoyens ;

21. La politique étrangère et de sécurité commune et la politique de sécurité et de défense commune sont régies par un processus décisionnel intergouvernemental, s'appuyant sur des actions conjointes des Etats membres ou d'un groupe d'Etats membres et sur les moyens nationaux. Ce sont les parlements nationaux qui statuent sur les moyens financiers et sur la mise à disposition des capacités nationales pour des missions extérieures ;

22. Il faut donc inscrire l'obligation pour le Conseil de faire rapport sur ses activités en la matière à une instance interparlementaire, composée de représentants des parlements nationaux et de la consulter régulièrement ;

23. Cette participation collective des parlements nationaux peut et doit être consignée dans tout ou partie des textes suivants :

- (a) dans les dispositions sur la PSDC, articles 30 de la Partie I et 13 de la Partie II, Titre B ;
- (b) dans les dispositions sur les organes consultatifs de l'Union (Partie I, article 23) ;
- (c) dans le protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne ;
- (d) dans un protocole reprenant les dispositions pertinentes du Traité de Bruxelles modifié ;
- (e) dans l'article éventuel sur le rôle d'un Congrès.

24. L'Assemblée demande à la Convention d'amender les propositions du Praesidium concernant le rôle des parlements nationaux au sein de l'Union européenne en prévoyant un forum interparlementaire composé de représentants des parlements nationaux. Ce forum devra être régulièrement consulté par le Conseil sur les questions ayant trait à la politique étrangère et de sécurité commune et à la politique de sécurité et de défense commune. Il devra prendre des dispositions en vue de coopérer avec le Parlement européen.

IV. La coopération en matière d'armement

25. Dans les dispositions sur la création d'une Agence européenne d'armement et de recherche stratégique, il convient de préciser :

- (a) qu'il appartient au Conseil d'identifier les besoins opérationnels pour la PESC, et
- (b) que l'Agence doit être ouverte à tous les Etats membres, à tous les Etats membres du GAEO et aux autres Etats européens qui souhaitent y participer, conformément aux modalités définies par le Conseil.